

## L'économie de la Polynésie française en 2011

### Une morosité persistante

L'économie polynésienne poursuit sa dégradation. Le climat des affaires pâtit de la contraction de la commande publique, ralentie par un nouveau changement de gouvernement en avril 2011, et de la faiblesse de la demande extérieure encore pénalisée par la crise internationale.

Avec la contraction de leur chiffre d'affaires pour la quatrième année consécutive et les difficultés de trésorerie auxquelles ils doivent faire face, les chefs d'entreprises ne retrouvent pas la confiance nécessaire pour investir et diminuent leurs effectifs afin de faire face à la baisse de leur activité. La dégradation continue du marché du travail agit défavorablement sur la consommation et sur l'investissement des ménages qui marquent le pas.

La faiblesse de l'activité s'étend progressivement à l'ensemble des secteurs d'activité, même si le secteur touristique se redresse à la faveur d'un premier semestre mieux orienté.

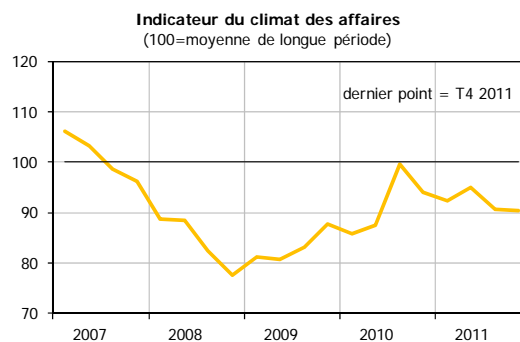
Dans un contexte de morosité persistante, le secteur bancaire parvient difficilement à limiter les effets défavorables sur l'activité de crédits qui, bien qu'affichant un léger redressement au dernier trimestre, est en net retrait par rapport à l'année précédente. La montée du coût du risque se poursuit par ailleurs, grevant d'autant les résultats des banques confrontées à la contraction des dépôts des agents économiques.

P  
O  
R  
T  
R  
A  
I  
T

### UNE ACTIVITÉ ORIENTÉE A LA BAISSÉ

#### Un climat des affaires atone

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se dégrade en 2011, après une remontée hésitante en 2009 et 2010. Malgré un léger sursaut au deuxième trimestre, il demeure bien en deçà de son niveau de longue période (-9,7 points). Le défaut de confiance de la part des professionnels du secteur marchand s'est généralisé au cours de l'année 2011, allant de pair avec les difficultés rencontrées par le secteur du tourisme au second semestre et l'absence de reprise de la commande publique.

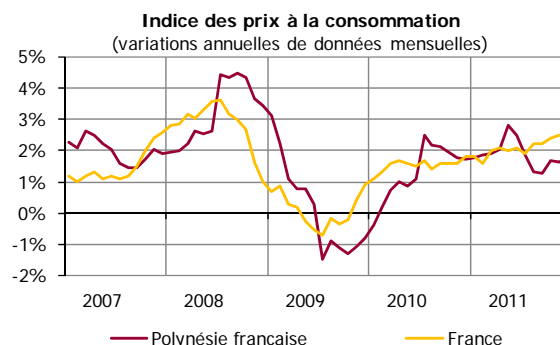


Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

#### Des prix relativement contenus

La hausse des prix reste relativement contenue en 2011. En glissement annuel, l'indice des prix à la consommation s'affiche à +1,8 % au 31 décembre 2011, soit un rythme nettement inférieur à celui observé au plan national (+2,5 %).

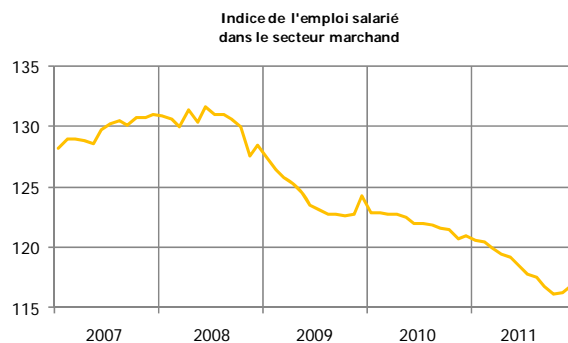
Ce renchérissement des prix résulte en majeure partie de la hausse des prix de l'énergie (+9,0 %) et des produits alimentaires (+4,0 %). Les prix des services et des produits manufacturés augmentent plus faiblement, respectivement de 1,2 % et de 0,9 %.



## Nouvelle dégradation du marché de l'emploi

Orientés à la baisse depuis 2008, les effectifs salariés déclarés à la Caisse de prévoyance sociale (CPS) se replient une nouvelle fois. La baisse est estimée à 3,4 % en glissement annuel en septembre 2011 (derniers chiffres disponibles), après une contraction de même ampleur l'année précédente (-3,3 % en septembre 2010). Ce sont près de 2 200 emplois qui ont été détruits en un an, en dépit des aides au maintien de l'emploi reconduites par le gouvernement polynésien.

Les secteurs les plus touchés par ces diminutions d'effectifs sont ceux de la construction (-282 emplois, soit -5,5 % en glissement annuel) et du commerce (-342 emplois, soit -3,7 %). Contrairement aux autres secteurs d'activité, le secteur de l'industrie agro-alimentaire a créé 170 emplois, d'où une hausse des effectifs salariés de 12 %. Au final, le marché de l'emploi accusant toujours un repli plus important en fin d'année, l'indice de l'emploi salarié s'affiche en retrait de 3,5 % en glissement annuel au 31 décembre 2011, après -2,7 % au terme de l'année 2010.

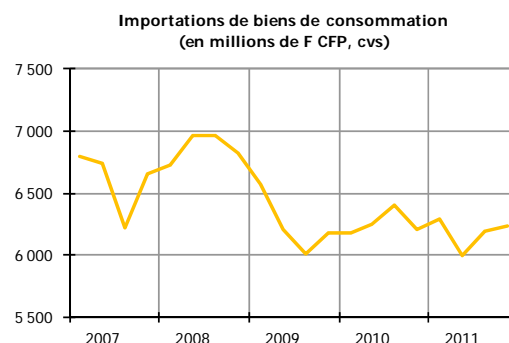


Source : ISPF

## Une consommation des ménages morose

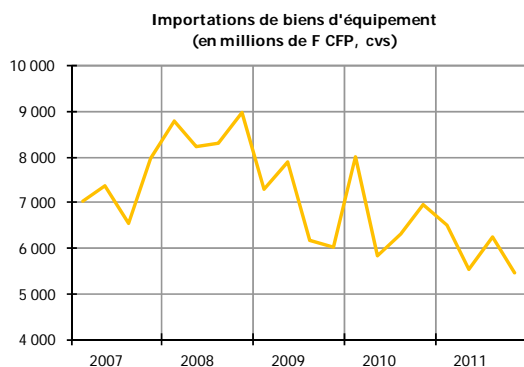
Subissant une nouvelle fois la détérioration du marché de l'emploi, la consommation des ménages reste atone. Tandis que les importations de produits agroalimentaires continuent de progresser au même rythme que l'année précédente (+5,9 %), les importations de biens de consommation non alimentaires se replient (-1,3 % après +0,5 % en 2010). En outre, avec la fin de la prime à la casse, les immatriculations de voitures particulières neuves se réduisent fortement passant de 3 900 véhicules en 2010 et en 2009, à 3 000 en 2011.

Les crédits à la consommation sont en net repli (-6,2 % en glissement annuel).



Source : ISPF

## L'investissement des entreprises s'essouffle



Source : ISPF

Avec un niveau d'activité faiblissant tout au long de l'année et une absence de visibilité à moyen terme, les entreprises réduisent nettement leurs investissements selon les résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEOM. Les importations de biens d'équipement, qui s'étaient déjà contractées en 2009 et en 2010, accusent une baisse sensible en 2011 (-12,2 %), les ventes de véhicules utilitaires neufs diminuant également dans les mêmes proportions (-12,4 %). L'investissement privé prend désormais le pas sur une commande publique qui recule depuis 2008, contrainte par les difficultés budgétaires du Territoire.

## Les échanges extérieurs faiblissent

Les importations de biens en Polynésie française se réduisent de 0,9%, atteignant 154 milliards de francs CFP tandis que les exportations progressent de 3,6 % (14,4 Mds FCFP). La baisse des importations est le fruit d'évolutions contrastées : les diminutions sensibles enregistrées pour les achats de biens d'équipement, de biens intermédiaires et de produits de l'industrie automobile sont en effet en grande partie compensées par une forte augmentation de la facture énergétique (+22,1 %) liée à la hausse du prix du pétrole et, dans une moindre mesure, par la hausse des importations de produits agroalimentaires (+5,9 %).

La progression des exportations s'explique pour l'essentiel par celle des exportations locales avec de fortes hausses pour les ventes de poissons, d'huile de coprah, de nacres, de monoï, de purée et jus de noni. Seules les ventes de perles brutes et de vanille sont en baisse, respectivement de 3,3 % et de 4,4 % en valeur.

Au final, le déficit de la balance commerciale se réduit légèrement en 2011 pour atteindre -139,6 milliards de F CPF (contre -141,5 en 2010).

# UNE DÉGRADATION GÉNÉRALE DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

## Un bilan mitigé pour le secteur primaire

Après une année 2010 médiocre du fait des ravages provoqués par le cyclone Oli en février, les professionnels du secteur constatent en 2011 une amélioration de leur activité au deuxième et troisième trimestre, tendance qui ne s'est pas confirmée au dernier trimestre.

Le secteur pericole a une nouvelle fois déploré un recul de la valeur de ses exportations de perles brutes (-3,3 %, après -2 % en 2010 et -26 % en 2009). Les volumes exportés (-8,5 %) sont également orientés à la baisse. Le prix de vente se maintient à un niveau toujours aussi faible proche de 485 F CPF le gramme en moyenne sur l'année, malgré l'embellie constatée au quatrième trimestre.

Les rendements de la pêche demeurent élevés et les quantités de poissons exportées ressortent une nouvelle fois en forte augmentation (+26,2 % après +22 % en 2010) sous l'effet d'une hausse significative des prix et, dans une moindre mesure, du tonnage. Le nouveau marché des concombres de mer vendus à Taiwan et Hong Kong se développe bien cette année, ouvrant de nouvelles perspectives de revenus pour le secteur de la pêche.

La production de coprah a progressé tout au long de l'année atteignant au final 23,6% sur la période sous revue.

## De bons résultats pour le secteur industriel

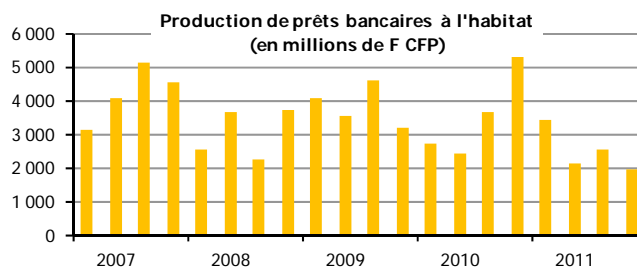
En 2011, les entreprises industrielles continuent à déplorer la faiblesse de leur courant d'affaires. Cette inflexion de l'activité est illustrée par la baisse des importations de biens intermédiaires (-5,6 %) et par le net repli de la consommation d'électricité en basse et moyenne tension (resp. -7,0 % et -4,5 %).

Cependant, la valeur des exportations de produits agroalimentaires poursuit sa progression (+27,3 % en 2011 après +8,2 % en 2010) sous l'effet de la hausse des ventes de purée et jus de noni (+5,2 %), d'huile de coprah (+86,1 %) et de monoï (+26,5 %). La production d'huile de coprah revient ainsi à un niveau proche de celui atteint en 2009 après une année 2010 en net repli dû à l'arrêt de l'usine au troisième trimestre.

## Persistance des difficultés dans le secteur de la construction

A l'instar de l'année 2010, l'année 2011 n'est pas celle de la reprise pour les entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics. Les professionnels ont de plus en plus de difficulté à pérenniser leur activité avec des carnets de commandes dégarnis sans aucune perspective de relance à brève échéance. Le courant d'affaires du secteur du BTP s'est ainsi graduellement détérioré au cours de l'année 2011.

La branche des travaux publics affiche une nouvelle fois des performances en retrait avec une commande publique qui se contracte fortement en 2011. La branche bâtiment enregistre également une nette réduction de son activité avec, entre autres, la fin du chantier de la nouvelle gare maritime et la baisse significative de l'investissement des ménages en logement comme en témoigne le faible niveau de la production de prêts bancaires à l'habitat tout au long de l'année 2011 (10,1 milliards de F CPF contre 14,2 en 2010).



Source : EC locaux

## Faible progression de l'activité touristique

A la faveur d'un premier semestre prometteur, l'activité touristique se redresse légèrement avec un nombre de touristes en progression de 5,8% sur l'année. Cependant, l'infléchissement de cette tendance à la hausse en fin d'année ne permet de retrouver les niveaux d'activité antérieurs à 2008.

Le segment de la croisière se redresse légèrement (+6,6%) après la forte baisse due au départ du navire Star Flyer en 2009. Par ailleurs, l'embellie du tourisme terrestre se concentre sur les hôtels de catégorie supérieure avec le retour de la clientèle américaine favorisée par un effet taux de change dollar/euro. En outre, le coefficient moyen de remplissage s'établit à 53,7 % après 52,3 % en 2010, s'accompagnant d'une hausse significative du revenu moyen par chambre (+14 %).

## Une activité commerciale peu dynamique

Le commerce a une nouvelle fois pâti de la faible demande des ménages. Les professionnels du secteur ont déploré un courant d'affaires atone sur l'ensemble de l'année. Les entreprises de ce secteur, dont les marges commerciales restent stables, souffrent de tensions de trésorerie constantes et d'une augmentation de leurs charges au second semestre liée à la revalorisation début septembre du SMIG.

## UN TIMIDE REDRESSEMENT DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE

L'analyse de l'évolution des principaux indicateurs monétaires en Polynésie laisse apparaître quelques signes de redressement de l'activité bancaire au quatrième trimestre 2011, qui demeurent néanmoins teintés de fragilité. Alors que la progression de l'encours brut des crédits ne cesse de ralentir depuis un an, son taux de croissance annuel à fin 2011 s'établit à +1,9 %, soit un niveau supérieur à celui observé au terme des deux précédents trimestres (0,7 % à fin septembre et 1,3 % à fin juin). Pour leur part, les actifs financiers des agents économiques s'accroissent sur le dernier trimestre mais conservent une évolution baissière en rythme annuel (-0,3 %). En dépit de ces orientations favorables, la dégradation de la sinistralité du portefeuille des banques se poursuit, signe des difficultés de remboursement persistantes de leur clientèle.

### Une contraction modérée des dépôts des agents économiques

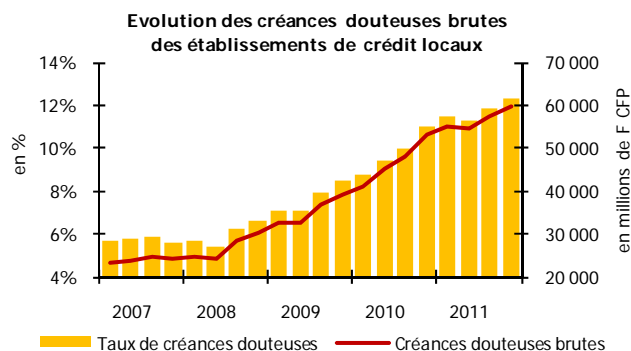
L'encours des dépôts des agents économiques polynésiens s'inscrit en retrait de 0,3 % en rythme annuel. Seuls les ménages enregistrent une progression de leur encours en glissement annuel (+1 %), à un rythme toutefois moindre que celui observé en 2010 (+3,2 %). Les évolutions des principales composantes de l'épargne financière des ménages sont contrastées, révélant des arbitrages opérés par les agents économiques sur leurs avoirs. En effet, confrontés à la faiblesse des taux de rémunération de leurs comptes sur livrets, les ménages préfèrent orienter leur épargne vers des placements plus rémunérateurs ou conserver des liquidités immédiatement disponibles. Ainsi, tandis que les livrets des ménages enregistrent une baisse de 7,7 % de leur encours, leurs comptes à terme augmentent de 14,7 % et leurs dépôts à vue de 2,2 %. Par ailleurs, les épargnants polynésiens continuent de privilégier les produits à long terme, tels que les plans d'épargne logement (+ 9,6 %) et l'assurance-vie (+5 %), contrairement à la tendance observée à l'échelon national. Pour leur part, les avoirs financiers des entreprises polynésiennes restent orientés à la baisse (-2,8 %), illustrant la persistance des tensions de trésorerie auxquelles elles doivent faire face.

### Une croissance modeste des encours de crédits

L'encours sain des crédits de l'ensemble des établissements de crédit connaît une hausse de 0,8 % en un an, portée par les collectivités locales et les ménages. Ainsi, l'encours des crédits aux collectivités locales observe une forte croissance au terme de l'année 2011, de l'ordre de 8,7 %, en raison des demandes de financement de l'investissement et de celui des besoins de trésorerie de cette clientèle. Pour sa part, l'encours sain des crédits aux ménages enregistre une croissance de 0,6 % sur l'année, cette augmentation reposant essentiellement sur les crédits à l'habitat. Dans un contexte de taux d'intérêt bas, l'encours des prêts immobiliers progresse de 4,2 % en un an. A l'inverse, l'encours des crédits à la consommation ne cesse de se replier depuis un an (-6,2 %), résultant à la fois d'une production atone et de déclassements de crédits consentis aux ménages. Quant aux entreprises, leur encours de crédit s'inscrit en baisse de 2,7 % sur un an. Les crédits d'exploitation reculent de 1,5 % sur l'année, résultant des baisses conjuguées de l'encours des crédits de trésorerie (-1,5 %) et de celui des découverts (-1,8 %). A l'inverse, les crédits d'investissement progressent de 5,4 %.

### Poursuite de la dégradation du portefeuille des établissements de crédit

La détérioration de la qualité des risques des établissements de crédit polynésiens se poursuit au terme de l'année 2011. Les créances douteuses brutes enregistrent une hausse sensible de leur encours, avec +12 % en un an. Elles représentent désormais 12,3 % de l'encours brut total des banques polynésiennes (11 % en décembre 2010). Cette recrudescence de la sinistralité affecte les entreprises comme les particuliers. Ces mauvais résultats concernent l'ensemble des secteurs d'activité mais plus particulièrement le BTP, l'hôtellerie et le commerce. Dans un contexte de crise économique, les difficultés de remboursement sont éprouvées aussi bien par les petites entreprises que par les plus grandes structures.



## PERSPECTIVES 2012

Les difficultés budgétaires de la Polynésie française ne permettant pas une relance de la commande publique, la reprise de la croissance économique semble compromise en 2012. La crise de confiance des entrepreneurs polynésiens s'installe durablement, laissant place à un attentisme généralisé à l'ensemble des secteurs d'activité. Tout semble désormais reposer entièrement sur la mise en œuvre effective des mesures préconisées par l'Etat pour redresser la situation financière du Territoire qui passe par un allègement significatif des dépenses réelles de fonctionnement, seul à même de lui permettre de retrouver une marge de manœuvre suffisante pour relancer la commande publique. L'année 2012 risque de pâtir des délais et conditions de mise en œuvre de ces mesures d'ajustement, mais également de la période électorale déjà commencée qui va s'étendre jusqu'en 2013. Les premières tendances conjoncturelles enregistrées au premier trimestre sont dans l'ensemble mal orientées notamment dans les secteurs du tourisme et du commerce. Les solutions provisoires prévues par l'Etat dans le cadre du contrat de projets 2008-2013, avec une réorientation d'une partie des financements vers la construction d'établissements scolaires et d'abris de survie, n'aurait probablement que peu d'effet sur l'année 2012, compte tenu du calendrier prévisionnel de réalisation.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : M. REMBLIN

Editeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : 13 mars 2012 – Dépôt légal : mars 2012 – ISSN 1968-6277